Jean VERCHERAND. *Un siècle de syndicalisme agricole. La vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1994, 443 p.

Pierre Goujon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/145>

DOI : 10.4000/ch.145

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1997

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Pierre Goujon, « Jean VERCHERAND. *Un siècle de syndicalisme agricole. La vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1994, 443 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 42-2 | 1997, mis en ligne le 14 mai 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/145> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.145>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Jean VERCHERAND. *Un siècle de syndicalisme agricole. La vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire, Saint-Étienne*, Centre d'études foréziennes, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1994, 443 p.

Pierre Goujon

- 1 En choisissant le cadre départemental pour étudier le mouvement syndical agricole de 1884 à 1994, Jean Vercherand n'ignorait pas qu'il allait y trouver les mêmes caractéristiques, les mêmes orientations et les mêmes problèmes qu'au plan national. C'est pourquoi il a choisi judicieusement d'élargir son champ de recherche à l'analyse d'une part des conditions économiques locales et de l'impact de l'action syndicale sur l'évolution socio-économique de la paysannerie de la Loire et d'autre part des effets des choix du pouvoir politique sur les orientations syndicales. Choix justifié par l'intégration économique totale de l'agriculture à partir de la fin du XIXe siècle et par l'intégration européenne après la Deuxième guerre mondiale.
- 2 Le plan, chronologique, est divisé en trois grandes parties. La première partie couvre la période de 1884 à 1940. Période dominée, comme dans tout le pays, par le syndicalisme des " ducs et de marquis ". Dans la Loire c'est l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles qui, jusqu'en 1940, dispose d'une situation hégémonique au niveau syndical et majoritaire dans le mouvement mutualiste. Après 1918 les divergences politiques entre les deux orientations syndicales s'estompent, mais les dirigeants de l'Union du Sud-Est

ne craignent pas de participer aux mouvements protestataires impulsés par le Parti agraire et les Comités de défense paysanne dorgéristes ; ils culminent en 1938 avec la plus grande manifestation paysanne que la département ait connue durant ce siècle de syndicalisme agricole. En 1939 les structures professionnelles composant le syndicalisme agricole actuel sont pour la plupart en place et quelques cadres issus de la JAC sont entrés dans les instances dirigeantes. L'auteur s'attache à juste titre à analyser le paradoxe suivant : l'implantation hégémonique d'un syndicalisme agricole réactionnaire dans un département déjà acquis à la République. Parmi les explications avancées retenons l'homogénéité sociale et idéologique des dirigeants de l'Union du Sud-Est opposée à la diversité sociale et politique des dirigeants des organisations républicaines et le souci des premiers de promouvoir un syndicalisme proche des paysans et apte à répondre à leurs besoins immédiats (le syndicat-boutique). Ainsi a été créée une situation comparable à celle que Suzanne Berger a observée dans le Nord-Finistère et qu'elle a exposée dans *Les paysans contre la politique* : alors que la bourgeoisie républicaine investissait le monde de la politique, les grands propriétaires fonciers se sont investis dans l'organisation syndicale et en ont fait un contre pouvoir entre leurs mains. Appuyés sur une Église catholique localement dynamique et influencée par la branche conservatrice du catholicisme social, ils ont réussi la reconquête idéologique et politique du département, attestée par les résultats de la droite aux élections de 1936 et le poids politique du MRP et des Indépendants et paysans à la Libération.

- 3 L'agriculture de la Loire se transforme pendant la période 1940-1960 sous l'impulsion des progrès techniques - mécanisation collective grâce aux CUMA - et la spécialisation laitière, soutenue par l'essor de la coopération laitière, s'impose au détriment de la viticulture et de la céréaliculture. La fusion syndicale sous le Régime de Vichy a été bien acceptée et facilement réalisée, et après la Libération les militants de la JAC, alliés à d'anciens dirigeants de la Corporation et de l'Union du Sud-Est, prennent la direction de la FDSEA. C'est l'affirmation de la paysannerie moyenne et aisée à la tête du syndicalisme agricole, c'est aussi la constitution d'une majorité démocrate chrétienne très conservatrice qui conserve largement les positions de l'Union du Sud-Est en s'opposant à toute forme d'intervention de l'État, par exemple dans le domaine de la protection sociale en refusant la Sécurité sociale, et en interprétant le statut du fermage dans un sens très favorable à la propriété foncière. Le principal thème revendicatif de cette période d'unité à la fois formelle et réelle est l'indexation des prix agricoles.
- 4 Durant la période 1960-1984 les paysans syndicalistes de la Loire se trouvent confrontés à une situation nouvelle qui exige des choix cruciaux. L'élevage laitier, toujours dominant, doit s'adapter à une politique globale marquée par le productivisme, la modernisation des techniques et des structures et l'idéologie entrepreneuriale, puis à partir de 1975 à la mise en place d'une réforme radicale du mode de régulation de l'agriculture. C'est dans ce contexte que dès 1950-1954 la JAC devient un mouvement de masse implanté dans la plupart des communes. Ces jeunes agriculteurs jacistes prônent une politique de modernisation des structures agricoles destinée à maîtriser le progrès technique et à défendre l'exploitation paysanne face à l'entreprise agricole capitaliste. Groupés au sein du CDJA puis intégrés à l'action de la FDSEA dans laquelle ils représentent un courant moderniste, ils prennent le contrôle de la Fédération en 1966. Ils doivent mener un combat sur un double front. Venue de la base et menée par des groupes (petits paysans et négociants) menacés par les mutations en cours, le mouvement des "Libertés paysannes" conteste la politique de modernisation de

l'agriculture jusqu'au début des années 1970 ; le conflit s'apaise du fait de la disparition progressive des contestataires et de l'infléchissement de la stratégie syndicale vers le problème des prix agricoles. Commencé au sein de la direction nationale en 1968, le débat entre les partisans, majoritaires à la FNSEA, de la poursuite de la modernisation des structures et de la politique de concertation avec le pouvoir politique, et les militants séduits par le socialisme autogestionnaire, décidés à radicaliser les luttes syndicales dirigées prioritairement contre les industries agro-alimentaires atteint les fédérations départementales. Dans la Loire ce mouvement " Paysans-travailleurs " prend une importance que l'auteur explique par la rencontre de deux courants culturels, l'un démocrate chrétien appuyé sur une Église influente et l'autre socialiste issu d'un mouvement ouvrier fort d'une riche tradition. Le conflit entre ces deux tendances aboutit à la conquête de la direction de la Fédération par les " Paysans-travailleurs " en 1973. Suite à l'échec de leur tentative de l'entraîner hors de la FDSEA en 1981, ils créent une autre fédération syndicale, la FDSP. Malgré cette division le taux de syndicalisation baisse moins qu'ailleurs, la fonction de service de l'organisation syndicale conservant son attrait sur les agriculteurs.

- 5 Ces analyses, fondées sur une documentation étendue et sur de nombreux témoignages recueillis auprès de militants représentant les diverses tendances du syndicalisme agricole dans la Loire, se terminent sur une note pessimiste. Jean Vercherand constate la sclérose du courant majoritaire entêté à défendre et à cogérer une politique agricole productiviste dans un contexte national et européen nouveau. Il regrette la marginalisation de la gauche paysanne incapable de faire prévaloir, même auprès des socialistes au pouvoir, son projet d'" agriculture paysanne ". Bien plus, dans une postface écrite en 1994 ses propos sont encore plus sévères à l'égard d'un syndicalisme agricole majoritaire replié sur sa politique de préférence communautaire et d'aide à l'exportation au moment où la réforme de la PAC et les accords du GATT de décembre 1993 modifient les données au niveau européen et mondial.
- 6 Terminons en précisant que le travail de Jean Vercherand a obtenu le prix de thèse Sully-Olivier de Serres attribué par le ministère de l'Agriculture. Reconnaissance méritée à la fois de la valeur de la recherche effectuée et de l'ampleur des problèmes soulevés sur le devenir immédiat des campagnes, qui ne peut laisser indifférente notre société tout entière.